

GUATÉMALA

Une nouvelle controverse à propos du meurtre de M^{gr} Gerardi ravive les craintes pour la sécurité des défenseurs des droits humains

Index AI : AMR 34/26/98

Les défenseurs des droits humains guatémaltèques, notamment ceux engagés dans la vive polémique relative à la responsabilité du meurtre de l'évêque Gerardi, s'exposent à un risque accru de violations de leurs droits fondamentaux, a déclaré Amnesty International aujourd'hui, jeudi 16 juillet 1998.

La nouvelle controverse à propos du meurtre toujours non élucidé de l'évêque de la ville de Guatemala, M^{gr} Juan Gerardi Conadera, en avril dernier, a éclaté à la suite des déclarations faites par une délégation d'ecclésiastiques guatémaltèques en visite en Europe, lors d'une conférence de presse qui s'est tenue le 13 juillet à Madrid, en Espagne.

Lors de cette conférence de presse, l'Oficina de Derechos Humanos del Arzobispado de Guatemala (ODHAG, Service des droits humains de l'archevêché du Guatemala) a déclaré qu'il y avait probablement des éléments tendant à prouver l'implication directe de l'armée dans le meurtre de M^{gr} Gerardi. Répliquant aux allégations de l'ODHAG, l'armée guatémaltèque a nié le fait que des militaires aient été impliqués dans la mort de l'évêque et a déclaré qu'elle se réservait le droit d'entamer des poursuites judiciaires contre quiconque formulerait des accusations non fondées à l'encontre de responsables des forces armées.

Pendant ce temps, l'archevêque Próspero Penados del Barrio a confirmé que toutes les informations, y compris celles qui semblent impliquer deux officiers militaires, avaient déjà été portées à la connaissance de la commission spéciale nommée par le gouvernement pour enquêter sur la mort de M^{gr} Gerardi. L'archevêque a également demandé que l'on mène une enquête sur les services de l'État-major présidentiel afin de savoir s'ils sont impliqués dans la mise sur écoute des téléphones et l'ouverture du courrier de plusieurs ecclésiastiques – phénomène que l'on a pu observer depuis l'assassinat.

En Europe, la délégation est soutenue par Amnesty International et d'autres groupes et organisations de défense des droits humains ; elle entend faire connaître le projet interdiocésain de Récupération de la mémoire historique (REMHI) de l'Église guatémaltèque et faire pression pour que les circonstances entourant la mort de l'évêque Gerardi soient éclaircies. Le rapport REMHI lui-même, fondé sur l'étude de plus de 55 000 violations perpétrées au cours de la guerre civile qui a déchiré le pays pendant trente-six ans, a établi la responsabilité des forces de sécurité dans 79% des cas étudiés.

« Cette nouvelle controverse entre l'ODHAG et l'armée pourrait mener à d'autres manœuvres d'intimidation ou actes de violence contre des défenseurs des droits humains et d'autres personnes impliquées dans le processus de clarification historique, craint Amnesty International. Nous lançons un appel urgent aux autorités guatémaltèques afin qu'elles prennent toutes les mesures nécessaires pour veiller à la sécurité de toutes les personnes concernées et qu'elles fassent pression pour qu'aboutissent les enquêtes sur le meurtre de l'évêque Gerardi. »

Contexte

M^{gr} Gerardi, coordonnateur de l'ODHA, a été assassiné le 26 avril 1998, deux jours après avoir présenté le projet de Récupération de la mémoire historique. Durant les jours qui ont suivi sa mort, plusieurs ecclésiastiques et défenseurs des droits humains – dont certains impliqués dans le projet REMHI – ont reçu des menaces de mort l

Pour obtenir de plus amples informations ou organiser une interview, veuillez contacter Soraya Bermejo, attachée de presse, au : 44 171 413 5562.